

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police, notamment l'article 5;

Vu le protocole n° 92/20 du 10 février 1993 du Comité des Services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5, § 4, de l'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. A l'issue du stage, l'agent auxiliaire de police stagiaire peut être nommé à titre définitif, après avis motivé de son chef de corps.

Dans les cas où le chef de corps est dans l'impossibilité matérielle de donner un tel avis, celui-ci est donné par le bourgmestre.

Ni le chef de corps ni le bourgmestre ne peuvent donner un tel avis si, dans la procédure de nomination en cours, un des candidats est leur parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Le Ministre de l'Intérieur détermine les modalités selon lesquelles l'avis motivé est transmis au candidat ainsi que celles selon lesquelles le candidat qui s'estime lésé peut communiquer ses commentaires. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen betreffende de aanwerving en de benoeming van de hulpagent van politie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het protocol nr. 92/20 van 10 februari 1993 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5, § 4, van het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen betreffende de aanwerving en de benoeming van de hulpagent van politie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Na afloop van de stage kan de stagedoende hulpagent vast benoemd worden, na een met redenen omkleed advies van zijn korpschef.

In het geval waarin de korpschef in de materiële onmogelijkheid verkeert een dergelijk advies te verstrekken, wordt het advies door de burgemeester verstrekt.

Noch de korpschef, noch de burgemeester mogen een dergelijk advies verstrekken indien, tijdens de aan de gang zijnde benoemingsprocedure, een der gegadigden hun bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad is.

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de nadere regels volgens welke het gemotiveerde advies aan de gegadigde overhandigd wordt, alsook de regels volgens welke de gegadigde die zich door het advies benadeeld acht, zijn commentaar kan meedelen. »

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 93 — 1567

**8 JUNI 1993. — Arrêté ministériel
relatif à l'avis motivé
du chef de corps de la police communale**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 189;

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1986 portant les dispositions relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre, notamment l'article 10, modifié par les arrêtés royaux des 10 septembre 1991, 10 octobre 1991 et 7 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1986 portant les dispositions générales relatives à la nomination au grade d'inspecteur principal de première classe dans la police urbaine, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 25 juin 1991 et 7 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 25 juin 1991 et 7 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1991, 25 juin 1991 et 7 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1990 fixant les conditions minimales du commissionnement des gardes champêtres en qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 25 juin 1991 et 7 juin 1993;

N. 93 — 1567

**8 JUNI 1993. — Ministerieel besluit
betreffende het met redenen omklede advies
van de korpschef van de gemeentepolitie.**

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 189;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1986 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 september 1991, 16 oktober 1991 en 7 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1986 houdende de algemene bepalingen betreffende de benoeming tot de graad van hoofdinspecteur eerste klasse bij de stedelijke politie, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juni 1991 en 7 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juni 1991 en 7 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1991, 25 juni 1991 en 7 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1990 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden voor de aanstelling van de veldwachters als officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juni 1991 en 7 juni 1993;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police, notamment l'article 5, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1991 et 7 juin 1993;

Vu le protocole n° 92/21 du 10 février 1993 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans tous les cas où, en vertu des dispositions d'une loi ou d'un arrêté royal, l'avis du chef de corps est expressément requis dans le cadre d'une procédure de promotion ou de nomination à un grade de la police communale, ou encore d'admission à un cycle de formation pour la police communale, cet avis doit être donné selon les modalités déterminées par le présent arrêté.

Art. 2. L'avis du chef de corps est motivé, formulé par écrit en trois exemplaires datés et signés, remis en main propre par le chef de corps ou la personne par lui déléguée ou, en cas d'impossibilité, envoyés par lettre recommandée à la poste au membre de la police communale concerné.

Le membre de la police communale ayant reçu l'avis en main propre appose immédiatement sur un des exemplaires la mention « reçu », suivie de la date où cet avis lui a été notifié et de sa signature et le remet au chef de corps ou à la personne déléguée à cet effet pour procéder à la notification.

Art. 3. Dans les cinq jours qui suivent la notification de l'avis, le membre de la police communale renvoie au chef de corps les deux autres exemplaires sur lesquels il appose, outre la date et sa signature, soit mention du fait qu'il s'estime lésé par l'avis et qu'il souhaite remettre des commentaires, soit mention qu'il accepte l'avis émis, et qu'il s'abstient de formuler des commentaires.

Le chef de corps ou la personne par lui déléguée renvoie immédiatement au membre de la police communale un de ces deux exemplaires, dûment datés et signés par lui-même ou son délégué face à la mention visée à l'alinéa précédent.

Art. 4. Le membre de la police communale qui s'est estimé lésé par l'avis du chef de corps et qui a notifié son intention de remettre des commentaires doit faire parvenir ceux-ci au chef de corps ou à la personne par lui déléguée, en deux exemplaires, dans les huit jours qui suivent la date d'envoi des deux exemplaires de l'avis, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Le chef de corps appose sur les deux exemplaires des commentaires la mention « Vu », suivie de la date où il en a pris connaissance et de sa signature, et en renvoie un immédiatement au membre de la police communale.

Art. 5. La formalité, visée à l'article 4, alinéa 2, clôture définitivement la procédure écrite relative à la remise de l'avis motivé du chef de corps.

Art. 6. Dans toutes les procédures visées à l'article 1^{er}, figurent au dossier des membres de la police communale concernés l'exemplaire de l'avis du chef de corps visé à l'article 2, de même que l'exemplaire portant mention du souhait de remettre ou non des commentaires.

Au cas où le membre de la police communale a mentionné son souhait de remettre des commentaires, l'exemplaire de ceux-ci, dûment visé et daté par le chef de corps, figure également au dossier.

Dans tous les cas, le chef de corps ou la personne par lui déléguée transmet simultanément à l'autorité communale chargée de l'examen du dossier du membre de la police communale concerné, les documents visés aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 7. Le membre de la police communale qui néglige de se conformer aux prescriptions de l'article 3, ou qui ne fait pas usage, conformément aux dispositions de l'article 4, alinéa premier, des possibilités qui lui sont offertes de remettre des commentaires, est censé approuver l'avis émis par le chef de corps.

Bruxelles, le 8 juin 1993.

L. TOBBACK

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen betreffende de aanwerving en de benoeming van de hulpagent van politie, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1991 en 7 juni 1993;

Gelet op het protocol nr. 92/21 van 10 februari 1993 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In alle gevallen waarin, krachtens de bepalingen van een wet of van een koninklijk besluit, het advies van de korpschef uitdrukkelijk vereist is in het kader van een procedure tot bevoering of benoeming in een graad van de gemeentepolitie, dan wel in het kader van de toelating tot een opleidingscyclus voor de gemeentepolitie, moet dat advies worden gegeven volgens de in dit besluit bepaalde modaliteiten.

Art. 2. Het advies van de korpschef is met redenen omkleed, wordt schriftelijk geformuleerd in drie gedateerde en ondertekende exemplaren die door de korpschef of door de door hem gemachtigde persoon ter hand worden gesteld aan het betrokken lid van de gemeentepolitie of, indien zulks onmogelijk is, hem toegezonden door middel van een aangetekend schrijven.

Het lid van de gemeentepolitie aan wie het advies ter hand werd gesteld, brengt onmiddellijk op één van de exemplaren de vermelding « ontvangen » aan, gevolgd door de datum waarop dit advies hem werd betekend en zijn handtekening en overhandigt het aan de korpschef of aan de daartoe gemachtigde persoon teneinde aan de betekening te voldoen.

Art. 3. Binnen vijf dagen na de betekening van het advies, bezorgt het lid van de gemeentepolitie de korpschef de twee andere exemplaren waarop hij, naast zijn handtekening en de datum, vermeldt, hetzij dat hij zich benadeeld acht door het advies en commentaren wil indienen, hetzij dat hij het gegeven advies aanvaardt en afziet van commentaren.

De korpschef of de door hem gemachtigde persoon stuurt onmiddellijk een van beide exemplaren, die door hem of zijn gemachtigde, tegenover de in het voorgaande lid bedoelde vermelding, behoorlijk gedateerd en ondertekend zijn, terug naar het lid van de gemeentepolitie.

Art. 4. Het lid van de gemeentepolitie dat zich benadeeld acht door het advies van de korpschef en hem zijn intentie heeft te kennen gegeven commentaren in te dienen, moet die, in twee exemplaren, binnen acht dagen na de in artikel 3, eerste lid, bedoelde datum van het verzenden van de twee exemplaren van het advies bezorgen aan de korpschef of aan de door hem gemachtigde persoon.

De korpschef brengt op beide exemplaren van het wederantwoord de vermelding « Gezien » aan, gevolgd door de datum waarop hij ervan kennis heeft genomen en zijn handtekening en stuurt een exemplaar onmiddellijk terug naar het lid van de gemeentepolitie.

Art. 5. De in artikel 4, tweede lid, bedoelde formaliteit sluit de schriftelijke procedure betreffende het verstrekken van het met redenen omklede advies van de korpschef definitief af.

Art. 6. Tijdens alle in artikel 1 bedoelde procedures, steken het exemplaar van het in artikel 2 bedoelde advies van de korpschef, alsmede het exemplaar houdende vermelding van de wens al dan niet commentaren in te dienen, in het dossier van het betrokken lid van de gemeentepolitie.

Ingeval het lid van de gemeentepolitie kennis heeft gegeven van zijn wens commentaren in te dienen, steekt het door de korpschef behoorlijk ondertekend en gedateerd exemplaar ervan ook in het dossier.

In alle gevallen zendt de korpschef of de door hem gemachtigde persoon aan de gemeentelijke overheid die belast is met het onderzoek van het dossier van het betrokken lid van de gemeentepolitie, de documenten bedoeld in het eerste lid en het tweede lid gelijktijdig over.

Art. 7. Het lid van de gemeentepolitie dat zich niet conformeert aan het bepaalde in artikel 3 of dat geen gebruik maakt van de mogelijkheid die hem overeenkomstig het bepaalde in artikel 4, eerste lid, geboden wordt om commentaren in te dienen, wordt geacht het advies goed te keuren.

Brussel, 8 juni 1993.

L. TOBBACK